

Atelier sous régional sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise

Abidjan, Cote d'Ivoire
16 – 19 juin 2014

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Introduction P.5

Objectifs P.5

Activités P.6

Conclusion P.12

Hosted by:

**Centre Ivoirien
Antipollution
(CIAPOL)**



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from www.giwacaf.org and for bibliographic purposes should be cited as follows:

IMO/IPIECA. 2014. Report of the Atelier sous régional sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise. 26 Pages.



Executive summary

Title of the Workshop: Sub-regional workshop on Incident Management Systems (IMS)

Hosted by: Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL)

Venue and date: Conference room of the Hotel NOVOTEL, Abidjan, Côte d'Ivoire; 16-19 June 2014

Type of event: Sub-regional.

Organised by: Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL)

Supported by:

- The International Maritime Organization (IMO),
- IPIECA, the global oil and gas industry association for environmental and social issues

Number of participants: 36 participants attended the workshop. A List of participants is attached at the Annex 2 of this Report.



Sommaire

EXECUTIVE SUMMARY	2
1. PRÉSENTATION DU PROJET GI WACAF.....	4
2. INTRODUCTION	5
3. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	5
4. PROGRAMME DE L'ATELIER.....	5
5. LIEU, DATES ET PARTICIPANTS.....	5
6. ACTIVITES ET PRESENTATIONS.....	6
7. RECOMMANDATIONS.....	11
8. CONCLUSION	12
ANNEXE 1 - PROGRAMME.....	13
ANNEXE 2 – LISTE DES PARTICIPANTS	21
ANNEXE 3 – DISCOURS D'OUVERTURE OMI/PIECA	23
ANNEXE 4 – DISCOURS D'OUVERTURE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	24
ANNEXE 5 – FORMULAIRE D'EVALUATION	29
ANNEXE 6 – PHOTOS.....	31



1. Présentation du Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale : L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure. Une des caractéristiques innovante est de promouvoir le développement de partenariats public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbure faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

Le Project GI WACAF : C'est un programme lancé en 2006, conjointement financé par l'OMI et neuf



compagnies pétrolières membres du Projet (BP, Conocco Phillips, Chevron, ENI, ExxonMobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'IPIECA.

Mission : Renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbure au niveau national.

Portée du GI WACAF : Le Projet concerne 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbure au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Objectifs : Le Projet GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbure. Ces objectifs couvrent les différents aspects de la Convention OPRC 90 :

- **Objectif 1.** Législation : Promouvoir la ratification des Conventions OPRC 90, CLC 92 et Fonds 92 ;
- **Objectif 2.** Plan National d'Intervention d'Urgence : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles ;
- **Objectif 3.** Autorité nationale désignée : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte ;
- **Objectif 4.** Accords régionaux de coopération et d'assistance : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle ;
- **Objectif 5.** Formation et exercice dans le pays : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays ;
- **Objectif 6.** Moyens du pays : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

2. Introduction

Une des recommandations de la Conférence Régionale 2013 du Projet GI WACAF était d'organiser des ateliers, nationaux ou sous régionaux se focalisant notamment sur les systèmes de gestion d'incidents (Incident Management System, IMS).

En effet, la nécessité d'une structure de gestion de crise cohérente est essentielle dans les premiers instants d'un incident. L'objectif principal était donc de partager des expériences vécues et de discuter la notion de système de gestion de crise, y compris des rôles et responsabilités, des actions et des procédures, et enfin de la coopération entre agences gouvernementales. L'atelier fut également une opportunité d'entreprendre un exercice de simulation afin de mettre en pratique les leçons apprises au cours de la semaine de formation.

3. Objectifs de l'atelier

Cet atelier a été l'occasion pour les principaux acteurs de la sous-région d'échanger des informations et de discuter des mécanismes de coopération, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de gestion des crises.

Les objectifs spécifiques de cet atelier étaient les suivants :

- Faciliter le partage et les enseignements tirés de la mise en place des mécanismes de coopération dans la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures ; et
- Discuter de la mise en œuvre effective de systèmes de gestion de crise dans les différents pays de la région.

4. Programme de l'atelier

Le programme de l'atelier est disponible en annexe 1 de ce rapport.

5. Lieu, dates et participants

L'atelier s'est tenu à l'hôtel NOVOTEL de Abidjan, du 16 au 19 juin, et a rassemblé environ 30 participants.

Les pays présents durant l'atelier sont les suivants : la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Mauritanie, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, Sao Tome et Principe, le Sénégal, et enfin, le Togo.



6. Activités et présentations

6.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le Secrétaire d'Etat au Travaux Publics, Infrastructures et à l'environnement et s'est déroulée le lundi 16 juin 2014 à partir de 9h suivant l'ordre ci-dessous :

- Mot de bienvenue du Directeur du Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)
- Discours du Représentant de l'OMI/IPIECA, Coordinateur du Projet GI WACAF
- Discours d'ouverture du Ministre de l'Environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable

Mot de bienvenue du Directeur du Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)

Dans son intervention, Monsieur le Directeur d'avoir accepté Monsieur le Ministre de présider la cérémonie d'ouverture avant de souhaiter la bienvenue aux participants, notamment aux consultants de l'OMI/IPIECA. Il a exhorté les séminaristes à l'engagement pour une atteinte des objectifs de la rencontre.

Discours du Représentant de l'OMI/IPECA

Lors de son intervention, le représentant de l'OMI et de l'IPIECA, a dans un premier temps présenté les objectifs du Projet GI WACAF, ainsi que les importants résultats engrangés depuis son démarrage.

Discours d'ouverture du Ministre de l'Environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable

Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable est d'abord revenu sur la position stratégique qu'occupe la Côte d'Ivoire qui est entouré de pays producteurs de pétrole, ainsi que l'importance du trafic maritime qui l'expose aux déversements par les hydrocarbures. Monsieur le Ministre a ainsi ouvert l'atelier en souhaitant plein succès aux travaux.



6.2. Présentations de l'atelier

JOUR 1 **Lundi 16 juin 2014**

Session 1: Présentation du Projet GI WACAF

Benjamin Jeanne, OMI/ IPIECA, Coordinateur du Projet GI WACAF

Le consultant a présenté le Projet GI WACAF, financé par l'OMI et l'IPIECA, ses résultats obtenus depuis son lancement en 2006 et les activités planifiées pour le prochain biennium 2014/2015.

Session 2: Introduction sur l'organisation et le fonctionnement d'un PC de crise

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

Cet exposé technique introductif avait pour objectif de balayer les différents aspects liés à l'activation d'un PC de crise lors d'une pollution accidentelle. Organisation, conduite et méthodologie de raisonnement feront l'objet de présentations plus détaillées au cours de l'atelier. Les objectifs, l'organisation, les niveaux de PC, les moyens humains et logistiques, la gestion de l'information et des médias, les différentes étapes de la mobilisation, de la gestion des phases graduées de l'intervention et de l'après crise ont été abordés. En conclusion l'importance de la phase de préparation a été mise en exergue.

Session 3: Plan POLMAR de la République Islamique de Mauritanie

Babana Ould Yahya – Directeur de La Marine Marchande, Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, Mauritanie

Session 4 : Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) de la République du Sénégal

Ousmane Traoré, Directeur des Opérations, HASSMAR, Sénégal

Session 5 : Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) de la République du Togo

Mr Abdel Ganiou Soulemane, Ingénieur en Gestion des Eaux et de l'Environnement, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, Togo

Session 6 : Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) de la République du Congo

Mr Médard Ngobo, Coordinateur du PNIU, Congo

Session 7 : Plan National d'Intervention d'Urgence (Plan POLLUMAR) de la Côte d'Ivoire

Mr Martin Dibi – Directeur du CIAPOL, Côte d'Ivoire

JOUR 2 **Mardi 17 juin 2014**

Session 8 : Les impacts environnementaux et économiques d'une marée noire

Stephane Grenon, Consultant OMI/IPIECA

Suite à une marée noire, des impacts sur les activités humaines et économiques ainsi que sur l'environnement peuvent être observés. Cette présentation a donné un aperçu des impacts potentiels d'une marée noire sur les habitats marins et espèces biologiques telles que les oiseaux, poissons et tortues ainsi que sur les mangroves et marais. De plus, les activités côtières pouvant être perturbées par la présence de pétrole comme le tourisme, la pêche, les ports ou les prises d'eau ont



fait l'objet d'une attention particulière afin de bien comprendre la nature des impacts sur ces importantes activités économiques pour la sous région.

Session 9 : Un aperçu des stratégies de lutte contre une marée noire

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

Il existe deux grandes stratégies susceptibles d'être utilisées lors d'une pollution accidentelle par hydrocarbures. Laisser le polluant dans le milieu marin en facilitant autant que faire se peut sa biodégradation (dispersion) ou le retirer du milieu (chaîne de récupération/nettoyage-stockage-élimination en mer et à terre). Les différentes tactiques liées à ces stratégies ont été passées en revue. Leur complémentarité et leurs limites ont été évoquées et des recommandations pratiques sur leur mise en œuvre proposées.

Session 10 : Contenu d'une politique nationale d'utilisation des dispersants

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

Dans le cadre de la révision du guide OMI sur l'emploi des dispersants le groupe technique OPRC/HNS a préparé un chapitre spécifique permettant aux Etats de disposer d'un document modèle facilitant l'élaboration de leur politique nationale d'utilisation des dispersants. Ce document est le fruit des nombreux ateliers organisés par la GI WACAF sur le sujet.

Session 11 : L'approche NEBA et l'utilisation des dispersants

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

En annexe au document évoqué dans la section précédente un processus de prise de décision en ce qui concerne l'emploi des dispersants en tant que stratégie de lutte a également été développé. Ce processus a pour but de répondre successivement aux trois questions suivantes : l'hydrocarbure est-il dispersible d'un point de vue physico chimique, quel est le bénéfice de la dispersion d'un point de vue environnemental/économique, la dispersion est-elle faisable d'un point de vue logistique ?

Session 12 : Les stratégies de lutte sur le littoral

Stéphane Grenon, Consultant OMI/IPIECA

Le nettoyage du littoral est une activité nécessaire dans presque tous les cas de marée noire. Cette présentation a résumé les diverses stratégies de nettoyage pouvant être utilisées selon le type de rives. L'importance d'évaluer la contamination de même que la sensibilité et la persistance relative du pétrole sur divers type de rivage est un élément important lors de la sélection d'une méthode de nettoyage qui minimisera les dommages sur l'environnement. Les diverses étapes pour effectuer le nettoyage de façon efficace ont également été discuté.

Session 13 : Vidéo : Gestion des chantiers de nettoyage et la santé et la sécurité des intervenants

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

Cette vidéo, réalisée dans le cadre d'un projet européen post Prestige illustre les étapes de la mise en place des chantiers de nettoyage du littoral. Ce document insiste sur la rigueur nécessaire à l'organisation des chantiers en liaison avec la sécurité des intervenants, la protection de l'environnement et l'efficacité de la mise en œuvre des différentes techniques de nettoyage.



JOUR 3 Mercredi 18 juin 2014

Session 14 : Introduction au système de gestion d'incidents (Incident Management System, IMS)

Stéphane Grenon, Consultant OMI/IPIECA

Un système de gestion d'incident est essentiel pour assurer la coordination des mesures de lutte, l'identification des enjeux et pour assurer l'utilisation optimale des ressources. Les participants se sont familiarisés au système de gestion d'incident IMS préconisé par l'OMI. Cette approche de gestion vise l'intégration des organisations et de leur expertise respective au sein de cellules de crise ayant une fonction d'urgence précise. Le fonctionnement et le rôle des cellules Planification, Opérations, Logistique et Finances ont été discutés de même que l'importance de la fonction de commandement.

Session 15 : Approche méthodologique à la résolution de situation d'urgence

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

Pour évaluer une situation de pollution et prendre des décisions en termes de stratégies et tactiques l'état-major en charge de la gestion de l'incident utilise deux types d'information. Des informations dites « résidentes » qui ont été rassemblées dans la phase de préparation et des informations dites circonstanciellelles qui sont liées à l'incident et qu'il faudra récupérer de façon proactive. L'ensemble des données vont être utilisées en temps réel pour prendre des décisions et communiquer et en temps différé pour documenter le règlement juridique et contentieux et supporter le retour d'expérience. Les différentes familles d'information et leur traitement sont passés en revue lors de l'exposé.

Session 16 : Exemple de système de gestion d'incident

Représentant du Port Autonome de Cotonou, Bénin

Un représentant du Port Autonome de Cotonou au Bénin a présenté l'organisation et le plan de mesure d'urgence du Port. Cette présentation a donné un exemple concret du contenu d'un plan d'urgence et des mesures en place au Port de Cotonou pour faire face à plusieurs situations d'urgence.

Session 17 : Cartographie des sensibilités socio-économiques et environnementales des littoraux à un déversement accidentel d'hydrocarbures

Stéphane Grenon, Consultant OMI/IPIECA

Les cartes de sensibilité sont un outil important lors de la lutte contre un déversement d'hydrocarbures. Elles permettent l'identification et la priorisation des zones sensibles pouvant être affectées par le pétrole. Lors de cette présentation, les zones sensibles d'un point de vue socio-économique et biologique ainsi que le type de rivage ont été discutés. De plus, la présentation a détaillé la méthodologie utilisée pour la réalisation des cartes de sensibilité, selon les lignes directrices de l'IPIECA.



Session 18 : Présentation de l'exercice, instruction aux participants et organisation des cellules de crise

Stéphane Grenon, Consultant OMI/IPIECA

Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA

Cette session avait pour but d'expliquer les objectifs de l'exercice. En l'occurrence vérifier que les méthodes d'organisation et de conduite d'un état-major de crise développées durant le cours avaient bien été comprises. Cet exercice leur fournissait une opportunité de mettre immédiatement en pratique les connaissances acquises.

Les stagiaires ont été divisés en trois groupes mélangeant nationalité et compétences. A leur initiative les trois groupes ont immédiatement appliqués la méthodologie proposée et se sont organisés en cellules, en désignant des responsables pour chacune d'entre elles.

Session 19 : Plan National d'Intervention d'Urgence de la Guinée

Mr Ibrahima Camara – Chef de service Lutte contre les pollutions marines, Guinée

Session 20 : Plan National d'Intervention d'Urgence du Gabon

Mr Louis Léandre Ebobolah Tsibah – Directeur Général de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Gabon

JOUR 4 Jeudi 19 juin 2014

Session 21 : Exercice sur table

Le scénario proposé aux stagiaires durant la matinée à travers une série de messages était conçu pour les faire réfléchir à un mode de fonctionnement plutôt qu'à une réponse technique précise. Chaque groupe a donc été amené à organiser son espace de travail, évaluer la situation, sérier les problèmes, proposer des stratégies et des tactiques, trouver des moyens, communiquer, faire travailler les cellules etc....

A l'issue de l'exercice chaque groupe a présenté en plénière 5 points positifs et 5 points négatifs en relation avec la méthodologie proposée.

L'enthousiasme et le dynamisme manifestés par les groupes lors du déroulement de l'exercice c'est également traduit dans les présentations demandées. Ces présentations ont ensuite généré de nombreuses questions et débats sur le fond et la forme, au bénéfice de tous.

6.3. Cérémonie de clôture

Cette session était marquée par la révision des recommandations par les participants, suivis de la cérémonie de clôture de l'atelier par le Directeur du CIAPOL. Le coordinateur du Projet GI WACAF, Benjamin Jeanne a enfin remercié l'ensemble des participants ainsi que le CIAPOL pour l'organisation de l'évènement.

7. Recommandations

A l'issue de discussions, lors d'une session plénière, des recommandations concrètes visant l'amélioration des plans d'urgence et le développement de système de gestion d'incident ont été dégagés par les participants de l'atelier

Les recommandations suivantes ont été approuvées par l'ensemble des participants:

Gestion et planification :

- Faciliter la ratification et la mise en œuvre des conventions internationales
- Encourager les États à clarifier les rôles et les responsabilités dans leur plan respectif (agence en charge du PNIU et rôles des autres agences)
- Développer un document modèle pour chacune des stratégies importantes de la planification (accord bilatéral, plan d'urgence, procédure dispersant, etc.)
- Assurer un accompagnement technique des états pour les aider à développer des procédures techniques pour les cellules de crise (checklist planification, logistique, finances)
- Encourager le développement d'accords bilatéraux entre pays voisins
- Mettre en place une plateforme d'échange d'expertise technique (forum web spécifique à GI WACAF)
- Mettre à jour l'inventaire du matériel existant dans la région pour faciliter la coopération lors d'une marée noire
- Encourager pays à avoir des équipements de stockage et de traitement des déchets
- Inviter les ports de la région aux événements GI WACAF
- Réaliser la promotion du Centre Régional, basé au Nigéria afin que tous connaisse les activités et capacités de ce centre.

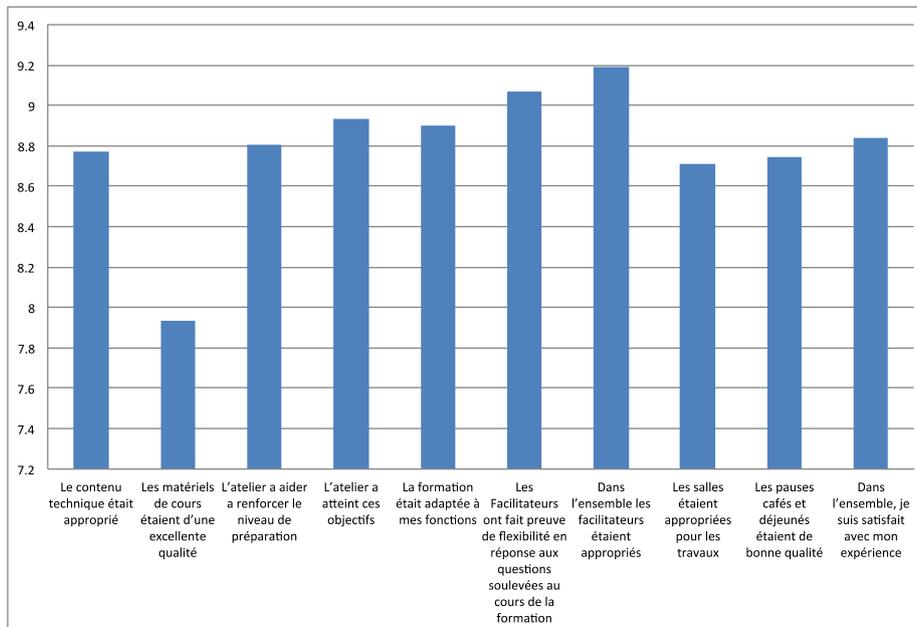
Atelier/Formation et exercice :

- Organiser des exercices bilatéraux et multilatéraux dans la région (exemple Sénégal-Mauritanie)
- Organiser une formation « on-scene commander » pour les personnes appelées à assurer le commandement lors d'un incident
- Attribuer des bourses d'étude pour assister à des formations spécialisées dans des centres à l'étranger.
- Organiser un atelier sur le stockage et la gestion des déchets

8. Conclusion

Cet atelier a permis aux intervenants de la sous région de discuter en détail et d'échanger sur différents aspects liés à la préparation et à la gestion à la lutte aux marées noires. L'atelier a bénéficié d'une participation des structures nationales provenant de 9 pays et de l'industrie pétrolière. Cette diversité de participants a permis des discussions prenant en considération plusieurs perspectives qui ont contribué à renforcer la collaboration entre les divers intervenants impliqués dans la lutte contre les pollutions accidentelles par les hydrocarbures. Ces discussions ont également démontré la volonté de chacun à travailler de concert pour améliorer les capacités de la sous région à intervenir lors de déversements et ainsi mieux protéger son environnement.

Les résultats du questionnaire d'évaluation de l'atelier montrent que l'atelier a été apprécié par les participants (note moyenne de 9/10). L'atelier semble avoir contribué de façon significative à rehausser le niveau de préparation des participants. Le questionnaire souligne aussi que la formation était adaptée aux fonctions et aux besoins de participants et que le travail des facilitateurs a été apprécié.



Annexe 1 - Programme



P
R
O
G
R
A
M
M
E

Atelier sous régional sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise

Abidjan, Côte d'Ivoire
16 – 19 Juin 2014

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Organisé par:

Centre Ivoirien
Antipollution (CIAPOL)



Le Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier (IPIECA), dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure.

Une des caractéristiques innovante est de promouvoir le développement de partenariat public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbure faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 21 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme de quatre ans conjointement financé par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et par neuf compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, Exxon Mobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA).



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la convention d'OPRC 90 :

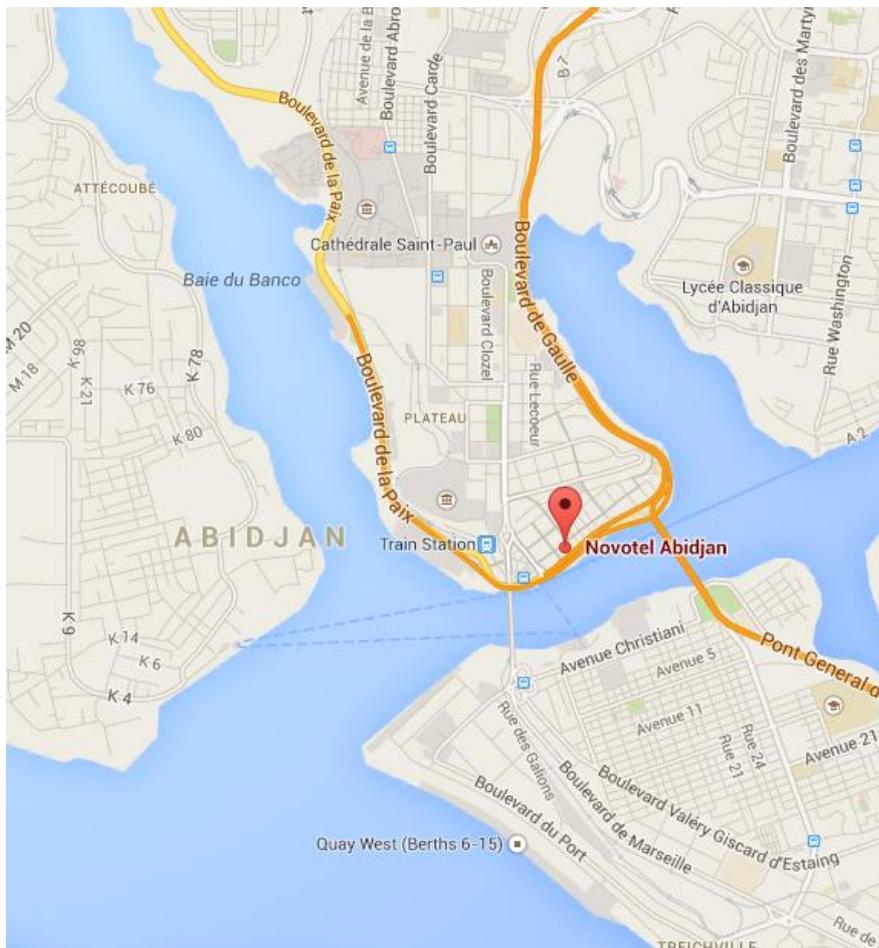
- **Objectif 1. Législation** : Promouvoir la ratification des conventions OPRC 90, CRC 92 et Fonds 92.
- **Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence** : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant : cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'emploi des dispersants et système de gestion de crise).
- **Objectif 3. Autorité nationale désignée** : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.
- **Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance** : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.
- **Objectif 5. Formation et exercice dans le pays** : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.
- **Objectif 6. Moyens du pays** : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

Dates et lieu de l'atelier

L'atelier sera organisé du 16 au 19 juin 2014, à l'hôtel NOVOTEL de Abidjan, en Côte d'Ivoire.



Carte



Le NOVOTEL est situé dans le quartier du Plateau, dans le centre d'Abidjan.

Adresse:

10 Avenue du Général de
Gaulle
01 BP 3718
Rue du Commerce, Abidjan
3718, Côte d'Ivoire

Tel. (+225)20318000

Fax. (+225)20318020

H0481@accor.com

<http://www.accorhotels.com/gb/hotel-0481-novotel-abidjan/index.shtml>

Pays invités

Bénin, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mauritanie, République du Congo, République Démocratique du Congo, Sénégal, Togo.

Objectifs de l'atelier

Cet atelier sera l'occasion pour les principaux acteurs de la sous-région d'échanger des informations et de discuter du développement des mécanismes de coopération, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de gestion des crises. Les objectifs spécifiques de cette conférence seront les suivants:

- Faciliter le partage et les enseignements tirés de la mise en place de mécanismes de coopération dans la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures ; et
- Discuter de la mise en œuvre effective de systèmes de gestion de crise dans les différents pays de la région.

Contacts

Benjamin Jeanne, IMO / IPIECA - GI WACAF Project Consultant

International Maritime Organization, 4 Albert Embankment, London SE1 7SR, United kingdom

Tel: +44 (0)20 7463 4063 / Cell: +44 (0)75 8091 3902 / Fax: +44 (0)20 7587 3210

Email: bjeanne@imo.org



Jour 1: LUNDI 16 JUIN 2014

08:30	Accueil, inscription et installation des participants
Session 1	Ouverture
	Cérémonie d'ouverture
09:00	Discours de bienvenue
10:00	Pause-Café
10:30	Présentation des participants, objectifs et agenda de l'atelier <i>Benjamin Jeanne, représentant de l'OMI</i>
11:00	Initiative Mondiale OMI/IPIECA sur la Planification d'Urgence pour la région WACAF : Bilan de la biennale passée et perspectives du projet <i>Benjamin Jeanne, représentant de l'OMI</i>
11:30	Nécessité des accords régionaux et bilatéraux dans la lutte contre la pollution marine <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
12:00	Description d'un centre de crise – outils disponibles aux intervenants <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
12:30	Pause-déjeuner
14:00	Présentation de l'organisation de la lutte aux déversements marins dans les pays de la sous-région <i>Point focaux GI WACAF</i> <i>Présentation de 15 minutes pour chacun des pays</i>
15:30	Pause-Café
16:00	Présentation de l'organisation de la lutte aux déversements marins dans les pays de la sous-région – Suite <i>Point focaux GI WACAF</i> <i>Présentation de 15 minutes pour chacun des pays</i>
17:00	Fin des travaux du jour 1

Jour 2: MARDI 17 JUIN 2014

09:00	Les impacts environnementaux et économiques d'une marée noire <i>Stephane Grenon, Consultant OMI/IPIECA</i>
09:45	Un aperçu des stratégies de lutte contre une marée noire <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
10:30	Pause-Café
11:00	Contenu d'une politique nationale d'utilisation des dispersants <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
11:45	L'approche NEBA et l'utilisation des dispersants <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
12:30	Pause-déjeuner
14:00	Les stratégies de lutte sur le littoral <i>Stephane Grenon, Consultant OMI/IPIECA</i>
14:30	Vidéo : Gestion des chantiers de nettoyage et la santé et la sécurité des intervenants <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
15:30	Pause-Café
16:00	Discussion sur les stratégies de lutte et les politiques d'utilisation des dispersants dans les pays de la sous-région <i>Tous (discussion en plénière)</i>
17:00	Fin des travaux du jour 2

Jour 3: MERCREDI 18 JUIN 2014

09:00	Introduction au système de gestion d'incidents (Incident Management System, IMS) <i>Stephane Grenon, Consultant OMI/IPIECA</i>
09:45	Approche méthodologique à la résolution de situation d'urgence <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
10:30	Pause-Café
11:00	Exemple de système de gestion d'incident dans l'industrie pétrolière <i>Représentant du Port Autonome de Cotonou</i>
12:00	Discussion sur les systèmes de gestion d'incidents <i>Tous (discussion en plénière)</i>
12:30	Pause-déjeuner
14:00	Cartographie des sensibilités socio-économiques et environnementales des littoraux à un déversement accidentel d'hydrocarbures <i>Stephane Grenon, Consultant OMI/IPIECA</i>
15:30	Pause-Café
16:00	Présentation de l'exercice, instruction aux participants et organisation des cellules de crise <i>Stephane Grenon, Consultant OMI/IPIECA</i> <i>Christophe Rousseau, Consultant OMI/IPIECA</i>
16:30	Fin des travaux du jour 3

Jour 4: JEUDI 19 JUIN 2014

09:00	Exercice de lutte à un déversement maritime et débriefing <i>Tous les participants</i>
12:30	Pause-déjeuner
14:00	Identification et adoptions des recommandations de l'atelier <i>Tous les participants</i>
16:00	Pause-Café
16:15	Cérémonie de clôture
17:00	Fin des travaux

Annexe 2 – Liste des participants

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA SALUBRITE URBAINE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

« ATELIER SOUS-REGIONAL GI-WACAF SUR LES MECANISMES DE COOPERATION ET LES SYSTEMES
DE GESTION DE CRISE » DU 16 AU 19 JUIN 2014

LISTE DE PRESENCE 16 JUIN 2014

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT	E.MAIL
1	ROSARIO/MAUVEL	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT	TECHNICIEN SIACACIA POINT FOCAL GI-WACAF-SFR	(23) 9911266	maurosarto2000@yahoo.com.ig
2	DJERI-SAMARI Estelle	Port Autonome de Cote d'Ivoire	Responsable chargé de la lutte contre la pollution	(28) 9081575 " 99667781	estofadjerisamari@yahoo.com
3	SOULEYMANE Abdel-Gania	Direction de l'Environnement	Point Focal GI WACAF	+228 9012041	souleymane@yahoo.fr
4	BAGAN Thomas	(Chef de) Port Autonome de Cote d'Ivoire	Chef Département Gestion de l'Environnement	(28) 95714529	thomasbagan@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT	E.MAIL
5	DSE Kouakou Bernard	SODEXAM	Chef Dept. Qualité et Aff. Météo	05817781	d.kouakou_b@jgk.com
6	Kouassi Koufi Noël	SIR	Responsable Qualité, Env. Sécurité	07073898	noel.kouassi@si.ci yaokvicky@gmail.com
7	YAO Kouassi	I2P	Responsable Qualité, AMM	07919303	exp@avis0.ci
8	ROUSSEAU Christophe	CE DRE	Adjt au Directeur	0675081765	christophe.rousseau@cedre.fr
9	GRÉGOIRE Kouadio Roger	GSPM	Adjt chef bureau prévention	48224396	rogergrégoire@jgk.com
10	BENSAÏNE SEBASTIEN	OMI	coordonnateur GI WACAF	0033 6 12 13 6838	BSEBASTIEN@IMO.ORG
11	Dr KABA Soufiana	MIRAM	chargée d'études au Cabinet Miram	05-79-15-04 02-82-75-64	khaba83@yahoo.fr
12	LO AHADIADOU	AWAM	Chef Division Contrôle de la Pollution	+221 77 508 3136	

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT	E.MAIL
13	TRAORE Ousmane	HASSMAR	Directeur des Opérations	+221 77529 8602	ouotragn@gmail.com
14	Camara Ibrahima N'Gaye	Min. Environnement Milieu Marin	chef de service	+224 66420 9870	ibrahngaye@yahoo.fr
15	Babona Yohya	Direction de la Marine Marchande	Directeur	+222 46580458	elbouyahya@yahoo.fr
16	BAMBA Chao	ONPC	Dos	41-47-35-25	belgimacha@live.fr
17	ROFIDAL Cécile	TEPCI	R. HSE	59925704	cecile.rofidal@external.total.com
18	BAMBA Lancine	SIAP	R. Technique et HSE	06722235	Lbamba@siap.ci
19	Soumahoro Nolamandou	PUHA ENERGY	PEO	0886674	Soumahoro.nolamandou@puhaenergy.com
20	DR KOFFI Claude	MIS/ADP	chef de service Santé Environnement	56901263	ckoffi.claude@yahoo.fr
21	Eme Ninsomon Kuda Rose	AGAMP	ch/see Enr. Marin Lagonaire	41203577	KaiteCarose@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT	E.MAIL
5	OUFFOUÉ IVOFFIS	CIAPOL	SID	40099549	offo-e@yahoo.fr
6	WAGNIN A seraphin	CIAPOL	chef-service	03784978	seraphinw@ yahoo
7	GBALE KOFFI JEAN FOURRIER	SERCOM/MINESUD	Assistant	46625016	Jeanfourrier21@yahoo.fr
8	Houssou Elyre	SerCom/MINESUD	Assistant	0124884	helvinea@yahoo.fr
9	SIMEON N'DA	SERCOM/MINESUD	chef service	07253287	simondak1@yahoo
10	KANON Evariste	CIAPOL	chef service	01078564	eva-kanon@yatro.fr
11	FLAN P. Marcellin	CIAPOL	Inspection	09059330	marcellinflan@yahoo
12	MAHAN Josias	CIAPOL	S/S CIPOMAR	01737392	ing-mahan@hotmail.com
13	TOGBA Kouyou Raehelle	CIAPOL	Secrétaire CIPOMAR	03353182	togbraehelle@yahoo.fr
14	NEAME JOUELI Amelie	CIAPOL	Change d'E CIPOMAR	01-28-8757	joueline@yahoo.fr

Annexe 3 – Discours d'ouverture OMI/IPIECA

Monsieur le Ministre de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable,

Mesdames et Messieurs les membres du cabinet,

Monsieur le coordinateur régional de la Convention d'Abidjan,

Chers participants à l'atelier,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un privilège et un honneur tout particulier de prendre la parole au nom de l'Organisation Maritime Internationale à l'ouverture de cet atelier sous régional sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise, organisée ici même, à Abidjan.

Comme vous le savez si bien, l'un des buts majeurs de l'OMI est d'instituer un système efficace de coopération technique, juridique et scientifique entre les gouvernements, dans les domaines de la sécurité maritime et de la protection du milieu marin contre la pollution causée par les navires. Ainsi, un des principal objectif de l'Initiative Globale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe est d'œuvrer à la l'opérationnalisation des Plan d'Intervention d'Urgence nationaux, via la mise en œuvre de systèmes de gestion de crise efficaces.

L'influence néfaste des rejets accidentels d'hydrocarbures sur la faune et la flore ainsi que leurs effets sur les productions halieutiques et l'industrie touristique des zones affectées est bien connue.

Il est ainsi reconnu qu'aucun pays côtier n'est à l'abri d'accidents pouvant entraîner une marée noire. La circulation des navires, en particulier des pétroliers, qui fréquentent les ports ou traversent les eaux côtières, s'accompagne d'un risque de pollution des mers par les hydrocarbures du fait d'abordages, d'échouements, d'accidents lors du transbordement des hydrocarbures, de cargaison et de soute et d'autres accidents maritimes.

La gestion de crise est l'ensemble des modes d'organisation, des techniques et des moyens qui permettent à une organisation de se préparer et de faire face à la survenance d'une crise puis de tirer les enseignements de l'évènement pour améliorer les procédures et les structures dans une vision prospective.

Un exemple frappant est l'accident du Prestige au large des côtes espagnoles. En effet, il a été établi que si cet évènement s'était produit dans une région du monde dépourvue de systèmes de gestion de crise, l'intervention aurait été plus ardue et les résultats atteints beaucoup moins probants. Cet incident mit également ainsi en exergue la nécessité de la coopération internationale mais aussi la nécessité d'une planification nationale fonctionnelle et efficace.

Je me réjouis aussi du partenariat très productif de l'OMI avec l'industrie pétrolière regroupée au sein de l'IPIECA dont les résultats dans la région de l'Afrique de l'ouest et du centre sont déjà très remarquables. L'évènement de cette semaine en est une expression de plus.

Je voudrais terminer en vous exprimant l'entière disponibilité de l'Organisation Maritime Internationale à renforcer ses relations de coopération avec les pays d'Afrique de l'ouest. Elle poursuivra ses efforts avec l'appui assuré de l'industrie pétrolière dans la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Annexe 4 – Discours d'ouverture du Ministre de l'Environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable

ATELIER SOUS REGIONAL SUR LES MECANISMES DE COOPERATION ET LES SYSTEMES DE GESTION DE CRISE

Abidjan, Côte d'Ivoire

Novotel du 16 au 19 juin 2014

DISCOURS DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur le Coordonnateur Régional de la Convention d'Abidjan ;

Mesdames et Messieurs les membres du cabinet ;

Monsieur le Coordonnateur Régional de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ;

Monsieur le Représentant de l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la sauvegarde de l'Environnement (IPIECA) ;

Monsieur le coordonnateur du projet GI/WACAF ;

Mesdames et Messieurs les délégués des Pays côtiers francophones de la région WACAF et Points Focaux ;

Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux et Directeurs ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des structures nationales, membres du Comité interministériel de lutte du plan national d'intervention d'urgence,

Mesdames et Messieurs les représentants des sociétés pétrolières ;

Mesdames et Messieurs, chers participant ;

Mesdames et Messieurs

C'est en ma qualité de Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable et Président du Comité Interministériel de Lutte du Plan National d'Urgence contre les pollutions accidentelles par hydrocarbures et autres substances dangereuses que j'ai l'honneur de présider cette cérémonie d'ouverture de l'atelier sous régional de GI/WACAF portant sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise.

Je voudrais, au nom du gouvernement de Côte d'Ivoire, vous saluer et souhaiter la bienvenue aux représentants du Projet GI/WACAF, aux consultants, aux délégués des pays voisins et frères.

Mesdames et messieurs, les experts et chers participants

L'espace maritime de la Région de l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe ou Région WACAF, depuis la Mauritanie jusqu'en Afrique du Sud est soumis à des risques d'accidents majeurs pouvant entraîner des dégâts écologiques et économiques de grande envergure.

En effet, quotidiennement, de nombreux navires en particulier des pétroliers et des chimiquiers dans nos ports ou traversant nos eaux côtières, l'exploration et l'exploitation pétrolières à des profondeurs au-delà de 1500 mètres et la manutention des produits pétroliers et d'autres substances dangereuses s'accompagnent d'un risque de pollution des mers et du littoral.

L'impact des déversements accidentels d'hydrocarbures et autres produits dangereux sur la faune et la flore est bien connu ainsi que leurs effets sur la production halieutique, les installations côtières ou encore l'industrie touristique dans les zones affectées. Il est reconnu qu'aucun pays côtier n'est à l'abri d'accidents pouvant entraîner une marée noire comme il est aussi reconnu que les marées noires ignorent les frontières maritimes des Etats.

C'est pourquoi le sujet de cet atelier qui sera développé pendant les quatre jours est particulièrement important « Mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise ». Nos pays, compte tenu des réalités des ressources quasi inexistantes ne peuvent pas faire face tous seuls à une catastrophe majeure eu égard aux moyens colossaux nécessaires.

Il est donc impérieux de prendre des dispositions pour prévenir de telles catastrophes.

Je me réjouis donc du Projet « Initiative Mondiale » mis en œuvre dans notre région par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Association Internationale de l'industrie pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA) qui a institué un système de coopération technique, juridique et scientifique entre les gouvernements et les industries pétrolières dans le domaine de la sécurité maritime et de la protection du milieu marin contre les pollutions causées par les déversements d'hydrocarbures et autres substances nocives. Ceci pour permettre aux Etats membres de développer des outils d'interventions rapides et efficaces afin de minimiser les dommages liés à ces accidents.

Messieurs les experts de l'OMI et de l'IPIECA,

Je peux vous assurer que la Côte d'Ivoire, notre pays, s'est engagée dans le processus de préparation à la lutte en ratifiant en juin 2013 les principales conventions se rapportant aux pollutions par les hydrocarbures et autres substances dangereuses. Depuis le mois d'avril dernier, elle a initié avec le CEDRE et ses partenaires des secteurs public et privé un projet de mise à jour de son plan national d'intervention d'urgence de lutte contre les déversements d'hydrocarbures ou plan POLLUMAR. Il est également prévu dès cette année 2014, l'acquisition de matériels de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Mesdames et messieurs les participants

Vous avez quatre jours de travaux pour asseoir les mécanismes de coopération entre les Etats de la sous région en vue de faire face à ces éventuelles situations extrêmes. Vous êtes d'avis avec moi, chers délégués et points focaux, que votre rôle est déterminant dans le processus de préparation à la

lutte et de lutte contre les pollutions accidentelles. D'abord au niveau national, vous êtes les initiateurs de la collaboration entre les structures nationales publiques et privées, parties prenantes pour la préparation à la lutte et la mobilisation de toutes les ressources indispensables.

Ensuite, au niveau de la coopération bilatérale, en cas de crise, vous êtes les premiers à être informés par votre homologue point focal d'un incident survenu dans son pays avant même que la voie diplomatique ne relaie l'information.

C'est pourquoi je salue cet outil de coopération, le Projet GI/WACAF, qui permet, à travers les points focaux, de rapprocher les structures et les états côtiers.

Je n'oublierai pas le secrétaire exécutif de la convention d'Abidjan pour les efforts consentis dans la mise en œuvre du protocole relatif à la coopération en cas de situation critique. En effet, sur initiative du secrétariat de ladite convention, les Etats Parties à la Convention ont adopté un plan régional de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures ainsi que la création d'un Centre Régional de lutte contre les pollutions accidentelles dont le rôle principal est de coordonner toutes les actions de lutte en cas de pollution majeure. Lors de la 11^{ème} Conférence des Parties, la république du Nigéria a été choisie pour héberger ce centre. Nous devons tous conjuguer nos efforts à l'effet de le rendre opérationnel pour être prêt à intervenir en cas de situation critique.

Mesdames, Messieurs

Au nom de Monsieur le Président de la République, chef de l'Etat, son excellence Alassane Ouattara et en celui de Monsieur le Premier Ministre, j'adresse les plus vifs remerciements du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, à l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et à l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la sauvegarde de l'Environnement (IPIECA) qui accompagnent la Région WACAF à travers le projet GI/WACAF lancé depuis 2006 à Libreville ;

Ces remerciements vont également au secrétaire exécutif de la Convention d'Abidjan pour son appui en matière de coopération régionale dans la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région WACAF.

En appelant à votre assiduité à cette formation, je déclare ouvert l'atelier sous régional de GI/WACAF sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise

Je vous remercie

Annexe 5 – Formulaire d'évaluation

Questionnaire d'évaluation Atelier sous régional sur les mécanismes de coopération et les systèmes de gestion de crise Abidjan, Cote d'Ivoire 16 – 19 juin 2014

Afin de mesurer l'efficacité de nos formations nous sommes intéressés par votre avis

Titre de l'Atelier:

Nom du participant:

Date:

Comment noteriez-vous les éléments suivants ? 0 = vraiment en désaccord et 10 = fortement d'accord. Afin de nous aider à réaliser les améliorations appropriées dans le futur, merci d'être aussi spécifique que possible.

Course Design Structure de la formation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Le contenu technique était approprié</i>											
<i>b. Les matériels de cours étaient d'une excellente qualité</i>											
<i>Commentaires spécifiques au sujet de la structure du cours :</i>											
Applicabilité aux objectifs	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. L'atelier a aidé à renforcer le niveau de préparation antipol dans le pays</i>											
<i>b. L'atelier a atteint ces objectifs</i>											
<i>b. La formation était adaptée à mes fonctions</i>											
<i>Commentaires spécifiques par rapport à l'applicabilité de la formation :</i>											
Facilitateur dans l'ensemble	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

<i>a. Les Facilitateurs ont fait preuve de flexibilité en réponse aux questions soulevées au cours de la formation</i>														
<i>b. Dans l'ensemble les facilitateurs étaient appropriés</i>														
<i>Commentaires au sujet des facilitateurs:</i>														
Equipements et organisation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
<i>a. Les salles étaient appropriées pour les travaux</i>														
<i>b. Les pauses cafés et déjeunés étaient de bonne qualité</i>														
<i>Commentaires spécifiques sur les équipements et organisation :</i>														
Evaluation générale	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
<i>a. Dans l'ensemble, je suis satisfait avec mon expérience</i>														

En pensant à l'ensemble de la formation, y a t'il des modules que vous avez trouvé particulièrement utile dans le renforcement des capacités de lutte antipollution dans le pays

En pensant à l'ensemble de la formation, y a t'il des modules que vous n'avez pas trouvé particulièrement utile.

Commentaires généraux et suggestions :

Annexe 6 – Photos

